30 avril 1984 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de sa rencontre avec M. Constantin Caramanlis, Président de la République grecque et M. Andreas Papandreou, Premier ministre, Athènes, lundi 30 avril 1984.

J'ai été heureux de pouvoir rencontrer à Athènes successivement le Président de la République, M. Caramanlis et mon ami Andreas Papandreou, chef du gouvernement.
- Mon voyage avait pour objet d'avancer dans la discussion préparatoire au débat européen qui connaîtra, comme vous le savez, une étape nouvelle, à la fin du mois de juin à Fontainebleau, en France.
- Si l'on peut, en effet, regretter qu'à Stuttgart, à Athènes et Bruxelles, on n'ait pas réussi à régler tous les contentieux, il n'empêche qu'à Stuttgart, qu'à Athènes, qu'à Bruxelles, on a chaque fois avancé. Les contentieux se réduisent, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi examiner ce que peut être l'Europe d'après les contentieux, dans quelle direction aller, sur quelles structures institutionnelles, notamment avec quelles ambitions industrielles, technologiques, sociales et dans combien de domaines encore, l'espace, l'environnement, et tout ce qui touche aux grands intérêts des Européens, étant donné que chaque pays a sa propre singularité, ses propres intérêts et que l'intérêt bien compris de l'Europe, c'est d'ajuster au mieux ces intérêts particuliers.
- D'où l'importance de notre concersation : d'abord, sur les objectifs principaux de l'Europe, sur ses caractéristiques, dès lors que l'on met l'accent sur le renouveau technologique et sur la justice sociale, comme vient de le rappeler M. Andreas Papandreou, en raison de nos positions communes £ mais aussi, par -rapport à la Grèce, connaître ses positions dans les discussions qui ont lieu et connaître le mieux possible les objectifs propres à la Grèce, en particulier ce qu'il y a à retenir pour l'essentiel du memorandum remis il y a déjà quelques mois par le gouvernement grec à la Communauté `CEE`, discussion tournant autour de ce que l'on appelle les programmes intégrés méditerranéens.
- Aujourd'hui, la Grèce et la France remplissent leur rôle dans la construction et la définition de la politique européenne £ mais à notre sens, elles doivent l'orienter pour correspondre aux besoins modernes de nos peuples.\
J'ai, en ma qualité de Président de la Communauté `CEE` jusqu'au 1er juillet prochain, déjà visité toutes les capitales européennes pour préparer avec les responsables la conférence de Bruxelles `Conseil européen ` 19 et 20 mars 1984ù`. Je rencontrerai de la même façon les responsables des mêmes pays pour préparer la conférence de Fontainebleau. Je me suis rendu à Rome vendredi dernier, aujourd'hui je suis à Athènes. Je rencontrerai Mme Thatcher vendredi prochain, le Chancelier Kohl aussitôt après, et ainsi de suite.
- Nous sommes allégés de très nombreux problèmes agricoles, de certains aspects monétaires, autour de ce qu'on appelle les montants compensatoires. Bref, nous avons avancé. La discussion est aujourd'hui centrée autour du problème de la contribution britannique, qui entraîne automatiquement, par la nécessité d'un accord à dix, le problème des nouvelles ressources propres de la Communauté, qui ont pour conséquence certains aspects touchant à l'élargissement de l'Europe.
- Je suis heureux également de pouvoir saluer à nouveau la presse grecque qui se trouve ici, sans oublier naturellement les représentants de la presse internationale et plus particulièrement la presse française.
- Comme m'y invite mon ami Andreas Papandreou, je reviendrai le plus tôt possible. On ne se plaint jamais de venir en Grèce, on le désire toujours. J'y étais il n'y a pas si longtemps. Mais enfin, si l'Europe d'abord me sert d'argument et si, ensuite, cet argument m'échappe, j'en trouverai toujours qui me permettra de revoir mes amis, dont l'hospitalité est si forte et si chaleureuse.\